



DÉTOX

INTRODUCTION

Intoxication au libéralisme ? Le remède FGTB !

«*Marre de payer pour les chômeurs!*»

«*Les services publics ? Toujours en grève!*»

«*N'empêche qu'il y avait plus de boulot quand les femmes ne travaillaient pas!*»

«*Marre de ces étrangers qui ramènent toute leur famille en Belgique aux frais du contribuable!*»

Qui n'a jamais entendu ce genre de réflexions, au coin du bar, au supermarché ou au boulot? Elles seraient de «*bon sens*», voire «*logiques*»... Si tout le monde les répète, il doit bien y avoir une raison, non?

3



Eh bien oui, il y en a une. Mais ce n'est pas celle que l'on croit... Le discours libéral dominant, relayé par les médias, est facile à retenir car il est composé de petites phrases et de pensées prêtes à l'emploi. Pour détourner les travailleurs et travailleuses d'un penchant naturel pour la solidarité, on les monte les uns et les unes contre les autres: si tu perds ton emploi ou si tu n'arrives pas à en trouver un, c'est la faute «*des étrangers, des femmes, des fonctionnaires et des chômeurs qui sont payés à ne rien faire et profitent du système...*»

Résultat: les gens ne réfléchissent pas à leur condition sociale et n'arrivent pas (que le Dieu du Marché nous en garde!) à la seule conclusion possible: le problème ne

Pour les lecteurs et lectrices non averties...

Notre militantisme se compose de beaucoup de combats. Notamment celui pour l'égalité entre hommes et femmes. C'est pourquoi cette brochure est rédigée selon les règles grammaticales de féminisation des textes. Donc si vous pensiez que dans le titre de ce cadre il y avait une faute... eh bien, non! C'est juste que la militance doit aussi transparaître dans la rédaction des textes... Bonne lecture, camarades!

vient pas des autres travailleurs et travailleuses qui sont dans la même m... , mais bien du système capitaliste !

À la FGTB, on est plus futé que le patronat et on le sait ☺
Son discours simpliste ne passe pas par nous. On sait que ce qui lui fait peur, c'est le mouvement uni des travailleurs et travailleuses. Face à cette guerre entre les victimes de l'exploitation, la seule réponse c'est la lutte des classes.

La présente brochure a pour objectif de «casser» ces petites phrases assassines par quelques arguments clairs et précis. Elle est facile à lire, amusante et terriblement efficace contre l'offensive de la droite. Elle tient dans une poche et vous pouvez l'emmener partout.

4



Alors, la prochaine fois que vous entendez une personne déblatérer ardemment ces lieux communs, dégainez votre brochure et gagnez la bataille des idées !

**Le capitalisme nuit
gravement à tous
les travailleurs**

Que la désintoxication commence !

SOMMAIRE

■ Les profs	6
■ Transports en commun	8
■ Services publics	12
■ Emploi	15
■ Fiscalité	20
■ Mobilité	23
■ Europe	26
■ Chômage	30
■ Sécurité sociale	33
■ Enseignement et formation	35
■ Les actionnaires	37
■ Égalité salariale	40
■ Réduction collective du temps de travail	42
■ Pensions	46
■ Les immigré-e-s	49
■ La crise	52

5



LES PROFS

La prochaine fois qu'un ou une 🧙🏻/🧙🏻🔮 te dira:
«*Moi aussi je veux bien être enseignant et travailler 20 heures / semaine...*» **INTOX!**

L'INFO, c'est plutôt...

Malgré le discours général discréditant le métier d'enseignant, leur horaire hebdomadaire varie entre 20 heures et 32 heures de prestation devant les élèves. Ces heures, il faut les préparer. De plus, le métier d'enseignant ne se résume pas à ces heures de prestation et de préparation.

6

Juste un petit calcul

Un ou une prof de français expérimentée qui a 120 élèves consacre au minimum un quart d'heure à la correction d'une seule dissertation :

$120 \times 15 \text{ minutes} = 1800 \text{ minutes} = 30 \text{ heures.}$

En effectuant 4 contrôles par trimestre :

$4 \times 30 \text{ heures} = 120 \text{ heures}$

Et donc une moyenne de 10 heures de plus par semaine...

On est bien loin des 20 heures / semaine !

On peut rajouter à cela : accueil, formation, délibérations, conseils de classe, réunions de parents, formations pédagogiques, recherche et documentation...

Le «prêt du livre», les excursions, les voyages scolaires, les spectacles, les olympiades et autres concours... sont du bénévolat. Pourtant, ces activités se préparent pendant des semaines, participent à l'épanouissement des enfants et procurent de la fierté aux parents.

Les heures de préparation ne sont pas rémunérées!

Les enseignants et enseignantes sont rémunérés uniquement pour les prestations de leur plage horaire. Tout travail supplémentaire est presté gratuitement. En effet, l'enseignement est un des secteurs où les heures supp' ne sont pas rémunérées.

Si enseigner est un métier si facile, pourquoi y a-t-il une telle pénurie ?

Si l'enseignement était un métier si peinant, une personne sur deux ne démissionnerait pas dans les 5 premières années de fonction. Il n'y aurait pas une si grande pénurie dans le secteur.

Il ne faut pas oublier la fatigue et le stress générés par une heure de cours donnée. Connaissez-vous des artistes qui jouent 20 heures à 24 heures par semaine ? Des hommes ou femmes de loi qui plaident 20 heures à 24 heures par semaine ? Ne se repose-t-on pas une demi-heure, après 30 minutes de traduction-interprétation ?

La pénibilité n'est pas seulement liée aux heures de cours prestées, mais aussi au manque de moyens accordés pour l'encadrement du personnel enseignant débutant, les outils pédagogiques (quel ouvrier ou quelle ouvrière achète sa truelle pour travailler?), les activités parascolaires, le soutien aux jeunes en stage professionnel, les infrastructures (combien d'écoles tombent en ruine?)

7



TRANSPORTS EN COMMUN

La prochaine fois qu'un ou une 🗣️🗡️💀🗣️ te dira: «SNCB, TEC, STIB... toujours en grève, il faut cesser de prendre les usagers en otages! À quand le service minimum, le droit grève c'est bien beau, mais le droit au travail alors...» INTOX!

L'INFO, c'est plutôt...

Le service minimum existe déjà!

Le service minimum librement négocié existe déjà, notamment là où la sécurité et la santé sont en jeu. Les syndicats sont responsables et ne mènent pas des actions qui pourraient nuire à la sécurité de la population. Électoralement, il est évidemment facile de se poser en «sauveur» des usagers et usagères en réclamant un «service minimum».

Les adeptes les plus opiniâtres du service minimum sont aussi ceux et celles qui prônent ouvertement la réduction des prestations garanties par le secteur public ainsi que la diminution du financement des missions de service public... Vous avez dit paradoxe?

La revendication d'un «service minimum» est une manœuvre patronale qui vise à porter atteinte au droit de grève. À la SNCB, il faudrait 85 % du personnel pour assurer un tel service: c'est la mort du droit de grève! Que l'on y travaille ou qu'on les utilise, on doit être du même côté dans le combat pour des services publics de qualité.

Quand une grève éclate dans un service public, c'est toujours un échec: pour ceux et celles qui ne bénéficient plus des services, mais aussi pour le personnel car le dialogue social a capoté. La meilleure garantie contre les grèves c'est d'assurer une meilleure concertation sociale.

Il faut se battre pour un service maximum!

«Prendre les gens en otage» - «Faire du chantage à la grève»... Le vocabulaire utilisé par le patronat et la classe de droite est loin d'être neutre! Ils essayent tout simplement d'assimiler action syndicale et terrorisme. C'est oublier que l'énorme majorité des problèmes rencontrés par les usagers et usagères ne sont pas causés par les quelques grèves.

Les retards, les trains supprimés, surchargés ou mal nettoyés, les gares désertées... sont causés majoritairement par les politiques libérales de privatisation qui visent à la rentabilité financière au détriment du service au public. Rien à voir avec l'action syndicale!

8



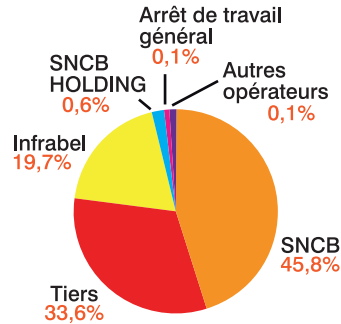
9



Quelques chiffres :

- responsabilités dans les retards et les suppressions de trains ;

Retards >



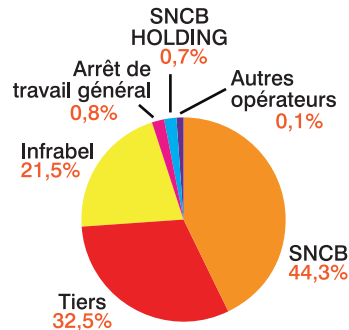
- la SNCB n'occupe plus que 12724 personnes en 2008 contre 14 059 en 2005 ;
- le nombre de gares et points d'arrêts est passé de 1 003 en 1980 à 537 en 2000, soit une diminution de 50 % !
- le terrible accident survenu à Buizingen montre malheureusement que les services publics doivent être refinancés pour une qualité maximum !

Les gouvernants doivent mieux financer le secteur public et améliorer les conditions de travail et de rémunérations de ses travailleurs et travailleuses afin de garantir le service que la population est en droit de recevoir. C'est-à-dire **un service maximum de qualité.**

10



Suppressions >



11



SERVICES PUBLICS

**La prochaine fois qu'un ou une 🗣️🗳️👤🗣️ te dira:
«Il faut dégraisser la fonction publique, il y a
trop de fonctionnaires.» INTOX!**

L'INFO, c'est plutôt...

Le service public? La richesse de tous et toutes!

Les services publics sont essentiels pour assurer l'égalité entre les citoyens. Soins de santé, accueil de la petite enfance, enseignement, enlèvement des déchets, service incendie, administration des finances chargée de traquer la fraude fiscale... Nous profitons tous des services publics à un coût minimal, car ils ne sont pas régis par la logique du marché: celle du profit maximal.

Les services publics sont un patrimoine collectif mis à la disposition du peuple, il ne s'agit pas d'entreprises privées qui doivent dégager du profit sur le dos «*de la clientèle*»!

Les hommes et femmes politiques de droite veulent les réduire, les privatiser afin de permettre à des entreprises privées de faire du profit sur la satisfaction de nos droits fondamentaux. Inégalité d'accès, qualité moindre, augmentation des prix sont les conséquences directes des privatisations. Dans ce cadre, il faut bien dégager des profits: quoi de plus facile que de vendre un service de moins bonne qualité au même prix, voire plus cher? Comment peut-on jouer avec la qualité de l'enseignement, l'accueil de la petite enfance ou l'accès aux soins de santé...

Le service public doit rester un instrument de solidarité pour la collectivité. Cela passe par la maîtrise de secteurs stratégiques (transports, télécommunications, audiovisuel, énergie, eau...) et la satisfaction des besoins collectifs (enseignement, culture, santé, logements sociaux...). Le développement des services publics est également un moyen pour assurer la satisfaction de besoins actuellement délaissés comme, par exemple, l'aide aux personnes âgées ou les crèches.

Le fonctionnaire rapporte plus à la société qu'il n'en coûte²

Un exemple? Les 1800 agents des centres de contrôle des impôts ont procédé en 2007 à des redressements de déclarations s'élevant à 2,7 milliards d'euros.

Il est par conséquent évident que le recrutement de personnel de contrôle supplémentaire n'implique pas un coût mais bien des bénéfices supplémentaires pour l'État et donc la collectivité.

Même s'il est difficilement chiffrable, l'apport à la collectivité des infirmiers, infirmières, profs, des hommes et femmes du feu... est inestimable.

La nationalisation, un moyen de planifier une économie au service des citoyens et citoyennes!

Le plus bel exemple: Electrabel

Pendant des années, la population a payé la construction des centrales nucléaires. Dès qu'elles ont commencé à rapporter de l'argent, l'électricité a été privatisée. La facture a-t-elle été réduite?

Non, bien au contraire! En revanche, les 7 centrales nucléaires en Belgique continuent de rapporter +/- 1,2 milliard d'euros par an. Avec cet argent, l'État aurait pu

12



13



créer des emplois et contrôler les prix de l'énergie pour faciliter la vie des gens.³

L'exemple le plus récent: les banques

Le gouvernement belge avait la possibilité de nationaliser Fortis et d'en faire une réelle banque publique qui ne jouerait pas en bourse avec l'argent des épargnes. Cette banque aurait été un outil économique précieux en temps de crise. Encore une fois, le gouvernement a manqué de volonté et de cou... rage politique!

Le monde capitaliste attaque le secteur public, la sécurité sociale, l'indexation automatique des salaires... Il tente à nouveau d'imposer ses solutions et sa vision de l'économie! Ce ne sont pourtant pas les services publics qui sont à la base de la crise mondiale, mais bien des sociétés privées (banques et boursicoteurs de tout poil), dirigées par des actionnaires et gérées par des managers, fanatiques des lois du marché.

C'est bien le capitalisme qui a provoqué la crise... Il est inefficace, injuste et doit donc faire profil bas.

14



EMPLOI

La prochaine fois qu'un ou une 🧠🔪🦴🦋 te dira: «Heureusement qu'il y a les entreprises pour créer de l'emploi, laissez-les entreprendre!» INTOX!

L'INFO, c'est plutôt...

Le patronat ne veut pas créer de l'emploi pour tous et toutes!

«Laissez-nous entreprendre!» beugle le monde patronal... Cela signifie plus d'argent pour lui et ses actionnaires. Nous savons très bien qu'«entreprendre», pour la classe dirigeante, veut dire engranger des profits et non créer de l'emploi convenable pour tout le monde.

La politique libérale s'accompagne parfaitement d'un certain taux de chômage. En effet, selon la théorie du NAIRU⁴, le chômage peut être utile au patronat. Pourquoi? Car avec un taux de chômage élevé, ce sont les travailleurs et travailleuses qui se retrouvent sous pression. Qui oserait encore demander de meilleures conditions de travail ou une augmentation quand on sait que des milliers de personnes attendent de prendre la place? Ce chômage structurel permet donc aux capitalistes de s'octroyer une part toujours plus importante des richesses produites.

Quelques autres mesures libérales qui font monter cette pression:

- le contrôle de la disponibilité des chômeurs et chômeuses: comment les obliger à trouver un

15



emploi quand il y a 0,04 emploi pour 1 personne au chômage (soit 1 emploi pour 25)? Sous peine évidemment de la perte de leur allocation déjà insuffisante pour vivre. (Voir page30) ;

- le pacte des générations: obliger les personnes âgées à travailler plus longtemps alors que le chômage des jeunes atteints les 27,5 %.⁵ Dire que les pensions sont impayables est faux. Nous produisons de plus en plus de richesses mais elles sont toujours plus mal réparties entre ceux et celles qui les produisent et les actionnaires qui en profitent... ou les perdent en période de crise.

Le patronat et le monde libéral veulent détruire les droits que nous avons conquis!

Quand ils parlent de «*charges patronales*», c'est de nos cotisations sociales dont il s'agit, c'est une partie de notre salaire qu'ils veulent empocher à notre place!

En effet, après la seconde guerre mondiale, patronat et syndicats négocient le compromis d'après-guerre. Ce compromis vise à mieux partager les richesses produites par les travailleurs et travailleuses. La sécurité sociale naît. Les cotisations sociales perçues sur les salaires servent à alimenter la sécurité sociale.

Voir schéma, pages 18 & 19.

Depuis 30 ans, les mesurette prises par les différents gouvernements pour créer de l'emploi n'ont fait que détricoter ce compromis. Et toujours sur la même rengaine: réduction des «*charges patronales*» donc réductions des cotisations sociales. Les plans se suivent

et se ressemblent tous: Rosetta, Activa, et dernièrement le plan Win-Win. En gros, l'État subventionne le profit capitaliste.

Ce vol de nos cotisations sociales se double d'attaques contre les périodes de préavis, l'indexation des salaires, pour la flexibilité au travail...

Les revendications du monde patronal et libéral montrent bien qu'il n'a pas évolué depuis 200 ans.

Le combat syndical a amené le progrès social. Nous devons persévérer dans cette voie: les richesses doivent être mieux réparties entre ceux et celles qui les produisent!



Richesse produite par le Travail

Salaire total : les grandes composantes salariales

Salaire total

Bénéfices

Salaire brut

Net

Précompte professionnel

Cotisations sociales (13,07%) *

Cotisations sociales (32,34%) *

Pensions complémentaires, Fonds sectoriel

25,1% **

Bénéfices consacrés à l'investissement

Bénéfices consacrés à rémunérer les actionnaires

Salaire direct

Salaire indirect

Salaire direct + Salaire indirect
Pouvoir d'achat

Financement du fonctionnement de l'État et des services publics

Sécurité sociale

18



19



* Taux facial
** Taux moyen réel : 25,1 %
(Chiffres : Commission européenne).

FISCALITÉ

La prochaine fois qu'un ou une 🗡️💀🗡️ te dira: «Trop d'impôt tue l'impôt!» ou «Y en a marre de la rage taxatoire!» INTOX!

L'INFO, c'est plutôt...

L'impôt c'est une qualité de vie pour tous et toutes!

La critique de l'impôt fait partie du programme de la droite, qui vise à revenir au «chacun pour soi». Sans impôt, plus de services publics ni de soins de santé publics accessibles à tous. Les enfants de pauvres n'iraient donc plus à l'école, se déplaceraient à pied ou ne se déplaceraient pas, ne pourraient pas se soigner... Seuls les enfants de riches pourraient se payer l'école (privée), se déplacer grâce aux transports (privés) ou aller à la clinique (privée)...

Sans intervention de l'État, donc sans impôts, voici ce que coûteraient certains services:

Service	Avec Impôt	Sans impôt
Un trajet de bus	1,30 €	10 €
Une année en maternelle *	0 €	2500 €
Une année à l'Université	739 €	7839 €

* Hors coûts connexes : sorties, matériel, etc.

C'est toudi li p'tit qu'on spotche!

Ce sont généralement ceux et celles qui détiennent un gros capital (patronat, rentiers, rentières, actionnaires) qui critiquent le plus l'impôt. On les «empêche d'entreprendre» ou «l'impôt de 33,99 % sur les bénéficiaires est trop élevé» pérorant ces personnes... Elles oublient

de mentionner que grâce aux différentes déductions fiscales, le taux moyen d'impôt réellement payé par les entreprises est de 16 %. Ce sont évidemment les grandes entreprises qui profitent le plus de ces avantages fiscaux.

Certaines cumulent tellement de déductions qu'elles ne paient quasiment pas d'impôts. Un exemple? Le groupe Suez-Tractebel a payé en 2006... 1 % d'impôts!

Sources principales des ressources de l'État (2007)

Qui paie?	Impôts des personnes physiques (IPP)	
Les ménages	Précompte professionnel	39,30 %
Les entreprises	Impôt des sociétés	13,41 %
Détenteurs de capital	Précompte immobilier (revenus de l'argent)	3,30 %
	Impôts indirects et autres	
Les ménages	TVA	26,31 %
Les ménages	Droits d'enregistrement	4,08 %
Les ménages	Droits de succession	1,86 %
Les ménages	Accises (essence, tabac, alcool)	6,73 %
Les ménages	Autres recettes fiscales	5,01 %

Tous et toutes bénéficient des services publics et de la sécurité sociale. Mais ceux et celles qui détiennent le capital et les entreprises participent proportionnellement moins au financement de la collectivité!

Alors, la prochaine fois que les patronnes et patrons vous sortiront qu'ils et elles paient trop d'impôts, parlez-leur simplement des éléments repris dans ce tableau...



Et tant que vous y êtes, enfoncez le clou en leur rappelant que:

- **depuis le début des années 80**, la fiscalité sur les salaires a augmenté de 20 % et celle sur les revenus du capital a diminué de 10 %⁶;
- **la réforme Reynders de 2001** a supprimé les tranches d'imposition les plus élevées (52,5 % et 55 %). La suppression de ces taux et le réaménagement des tranches a eu pour effet que les 40 % des contribuables dont les revenus sont inférieurs à 12500 € / an ont vu leurs revenus baisser. Un seul pourcent de la population (revenus supérieurs à 99000 €) a vu les siens croître de 20 %... Cette réforme n'a profité qu'aux 9 % les plus riches de la population (exemple: les 3 familles actionnaires d'InBev de Spoelberch - de Mevius - Vandamme dont la fortune en 2009 s'estimait à 13,76 milliards d'euros⁷) tout en privant l'État de recettes essentielles, encore plus en temps de crise.

L'impôt, base de la solidarité de notre société, est donc nécessaire! Mais il doit aussi être juste. Pour arriver à la justice fiscale, il faut enrayer la tendance actuelle et faire participer davantage les revenus du capital (plus-values boursières, loyers, etc.) et les entreprises au financement de la collectivité.

MOBILITÉ

La prochaine fois qu'un ou une 🧠🗡️💀🌪️ te dira: «Je sais que la meilleure solution pour l'environnement c'est de prendre les transports en commun, mais bon... En plus, les trains sont toujours en retard et ça me revient au même prix.» INTOX!

L'INFO, c'est plutôt...

La voiture, toujours plus chère que les transports en commun

Le choix de donner la priorité à la voiture a été fait à une époque où l'on ignorait l'impact très largement négatif de ce mode de transport sur la société dans son ensemble. Eh oui, car au-delà du fait que la possession d'un véhicule coûte cher à celui ou celle qui l'utilise, les coûts externes (c'est-à-dire son impact sur la collectivité) sont très élevés. A la part du budget absorbée par l'entretien des routes⁸, s'ajoutent la pollution, les accidents de la route, etc.

Qu'en est-il des coûts individuels? On peut parfois entendre que la voiture coûterait moins cher que les transports en commun... On justifie cela par le prix de l'essence au km, mais on oublie d'ajouter: l'usure des pièces, la taxe, l'entretien, l'assurance, etc. Selon une étude de 2006, les ménages wallons dépensent en moyenne 2029,6 € par an pour leur véhicule.⁹

22



23



Exemples d'un même trajet aller-retour en transport en commun ou en voiture : Hennuyères-Charleroi 94 km

Transports en commun	Voiture
Temps	
Bus : 10 min. Train : 60 min. Marche : 5 min. Total : 1 h 15	Sans embouteillages : 45 min. Embouteillages : 1 h 05 Total : entre 45 min. et 1 h 05
Prix (aller-retour)	
Ticket « un jour » : Bus : 2,60 € Train : 11,80 € Total : 14,40 € Avec abonnement (A/R) : 7,77 €	Coût de l'essence pour 94 km : 9,80 € Coût total de l'utilisation : 0,29 € Total pour l'aller-retour de 94 km : 27,26 €

24



**Toujours en retard les transports publics ?
90 % des trains arrivent à l'heure**

En comparaison avec les dizaines de minutes perdues dans les embouteillages et à chercher une place, y a pas photo... Car prendre les transports en commun pour se rendre sur son lieu de travail, ça veut également dire moins de chances de s'énerver, de pester sur « ce co... devant » qui n'avance pas, par exemple...

Opter pour les transports publics, ça permet de polluer moins, de payer moins, d'arriver plus tôt et moins stressé au boulot.

Évidemment, tout le monde n'a pas la même facilité d'accès aux transports en commun. C'est pourquoi il faut les refinancer et développer l'offre de transports publics.

Pour finir, rappelons que le minimum légal de l'intervention patronale dans les frais de transports (SNCB et TEC) est en moyenne de 75 %. Certaines CCT prévoient même des remboursements intégraux des abonnements aux transports publics... Convaincant, non ?

25



EUROPE

La prochaine fois que vous entendrez un ou une mandataire politique vous dire que: «Oui, c'est une mesure difficile à prendre, mais c'est pas nous, ça vient de l'Europe!»

INTOX!

L'INFO, c'est plutôt...

Comment ça marche l'Europe, au juste ?

La législation européenne l'emporte sur le droit national, même si les procédés varient. Ainsi, les règlements européens s'imposent de force dans tous les pays membres (aucun vote des parlements nationaux n'est requis). Quant aux directives européennes, les parlements nationaux peuvent les adapter de façon très partielle, mais le cœur du projet reste toujours défini au niveau européen.

Qui décide au niveau européen ?

Le cap global de la politique européenne est défini par des traités (ex.: Acte Unique européen, Traité de Lisbonne, etc.) Des traités qui sont signés par les États membres. Ensuite, les ministres des gouvernements des États membres siègent dans différents Conseils européens pour décider des grandes orientations de la politique européenne sur des matières précises (exemple: l'agriculture).

C'est sur cette base politique que la Commission européenne rédige des textes de «lois» qu'elle proposera ensuite au Parlement européen (dont l'approbation est nécessaire OU facultative en fonction du sujet concerné).

L'Union européenne est donc un instrument aux mains des États qui la composent. Elle agit en quelque sorte comme un paravent derrière lequel bon nombre de mesures impopulaires peuvent être prises...

Les gouvernements nationaux (via leurs ministres) peuvent donc adopter des mesures qui ne passeraient pas au niveau national (privatisations, ouverture du marché aux OGM, etc.) et dire ensuite que «c'est l'Europe, qui veut ça...». Pratique, non ?

L'Europe actuelle est néolibérale !

La base de cette idéologie ? Le marché doit tout décider, et le monde politique est prié de faciliter la vie aux entreprises. Ainsi, le Marché Commun Européen a harmonisé dans 27 pays la production et la circulation des marchandises, mais a oublié le droit social, le niveau des salaires ou les conditions fiscales. Résultat ? Assurées de pouvoir faire circuler leurs produits dans toute l'Union européenne, les entreprises s'en donnent à cœur joie pour délocaliser, faire pression à la baisse sur les salaires, les conditions de travail... mais aussi l'impôt qu'elles doivent payer (et paient de moins en moins) aux États. D'où des finances publiques dans le rouge, des contrats de travail de plus en plus précaires, des horaires de travail de plus en plus flexibles... Comme si ça ne suffisait pas, l'Union européenne s'attaque aussi aux services publics (mécanismes de privatisation de la Poste, de la SNCF, etc.) et à la sécurité sociale (pensions privées, chasse aux chômeurs et chômeuses, etc.), mais pas à la spéculation financière...

Cela a pour conséquence la fin de la redistribution solidaire des richesses, la «loi de la jungle» et la

26



27



destruction de tous les droits conquis par les travailleurs et travailleuses.

Le but ultime est de transformer l'État en représentant exclusif des intérêts patronaux afin de faire passer les besoins du marché et de l'économie avant ceux des travailleurs et travailleuses.

Pas de contre-pouvoir fort au niveau européen

L'Europe s'attaque aussi à la concertation sociale entre syndicats et monde patronal. Un exemple? Les récentes décisions judiciaires européennes pour entrave au marché qui condamnent certains États et organisations syndicales... Alors qu'ils tentaient juste de faire appliquer leur législation sociale.¹⁰

L'Europe n'est jamais que ce que l'on en fait. Il existe bien sûr des mécanismes de redistribution (Fonds de Développement Régional, notamment), mais il est indéniable que la majorité des politiques menées par l'Union européenne sont clairement néolibérales.

En Belgique, les syndicats disposent d'un poids important dans les décisions politiques, économiques et sociales. Au niveau européen, nous ne sommes pas encore arrivés à créer un tel rapport de force face à la politique néolibérale.

C'est pourquoi la FGTB réaffirme la nécessité de créer un rapport de force plus favorable aux syndicats au niveau européen, seule garantie d'une participation des travailleurs et travailleuses à la construction européenne!

Les actions de la Confédération Européenne des Syndicats et les victoires engrangées dans certains

secteurs (les dockers par exemple) montrent que la résistance au niveau européen est possible.

Non à l'Europe du Capital, oui à l'Europe sociale!



CHÔMAGE

La prochaine fois qu'un ou une 🧠🔪💀🧠 te dira:
«Il reste au chômage, et il gagne plus que moi,
tu trouves ça normal?» INTOX!

L'INFO, c'est plutôt...

Ce n'est pas lui ou elle qui perçoit trop,
c'est toi qui ne gagne pas assez!

Juste un petit calcul

Pour une personne seule:

- à partir de 22 ans et 12 mois d'expérience, le revenu mensuel minimum légal est de: **1 043,12 € net^a**;
- au bout d'un an de chômage, le montant de ses allocations est de: **846,56 €**;
- le fameux «panier de la ménagère»^b, pour une personne par mois est de: **649,38 €^c**

Il reste sur le mois: **197,18 €**

a) www.emploi.belgique.be/defaultNews.aspx?id=21190

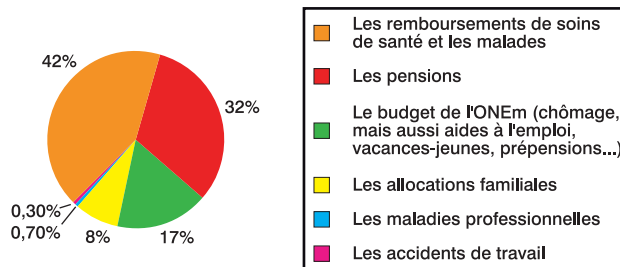
b) Le prix d'un panier comprenant l'alimentation, l'habillement, le loyer (estimé des propriétaires), les soins de santé, les factures de chauffage, électricité, et les transports.

c) www.crioc.be (Centre de Recherches et d'Information des Organisations de Consommateurs)

Il faut encore compter les frais de communication, d'ameublement, de loisirs (voyages, culture, restos)... et d'enseignement! Le calcul est simple pour se rendre compte que les allocations de chômage sont synonymes de survie dans le système capitaliste! Pour les chômeurs et chômeuses, la situation est devenue dramatique: les indemnités de chômage ne représentent plus aujourd'hui que 27 % du salaire annuel brut moyen contre 42 % il y a 20 ans!

Sans oublier le sentiment d'exclusion sociale que vivent les travailleurs et travailleuses sans emploi confrontés à la chasse aux chômeurs et chômeuses, système d'exclusion qui ne crée pas d'emploi!

Les branches de la Sécurité sociale



Il faut revoir à la hausse le salaire minimum!

Le mécanisme, simple à comprendre, n'est pas assez connu: en précarisant les personnes sans emploi, on appauvrit tellement les gens qu'ils sont prêts à tout accepter: job minable, salaire de misère, horaires imbuables... Ainsi se multiplient les contrats précaires, au détriment de l'emploi normal et décent. Par conséquent, en s'en prenant aux chômeurs, ce sont les conditions de travail et les salaires de toute la classe laborieuse qu'on tire vers le bas.

Face à la menace de les remplacer par ces nombreuses demandeuses et demandeurs d'emploi, obligés de rechercher un travail inexistant, prêts à tout pour prendre leur place, les travailleurs et travailleuses disposent de peu de marge de négociation...



Ces politiques libérales déséquilibrent le rapport de force qui permet à la classe laborieuse de revendiquer de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Travailleurs et travailleuses avec et sans emploi doivent être solidaires dans un combat commun pour le plein emploi de qualité !

32



SÉCURITÉ SOCIALE

**La prochaine fois qu'un ou une 🗨️🗡️💀👁️ te dira :
«Moi j'en ai marre que la moitié de mon salaire
parte pour payer les chômeurs!» INTOX!**

L'INFO, c'est plutôt...

**Seulement 0,87 % de ton salaire
va pour le chômage!**

Et encore, le budget de la partie «chômage» de la sécurité sociale paye aussi les prépensions, les crédits temps, les réductions de cotisation sociale pour les plan d'embauche...

Répartition	Quote-part personnelle ouvrier ou employé (%)
	13,07
Pensions	7,5
AMI (soins de santé)	3,55
AMI (indemnités)	1,15
Chômage	0,87

Voir le schéma du salaire direct et indirect, page 16-17.

**70 % du budget de la sécurité sociale
est consacré aux soins de santé et aux pensions!**

L'argent cotisé collectivement est ensuite réparti dans les différents secteurs de la sécurité sociale.

Les branches les plus importantes sont les remboursements de soins de santé et les pensions. Ensuite, viennent l'ONEm (réparti entre les allocations de

33



chômage, les aides à l'emploi, les vacances jeunes, les crédits-temps...) et surtout les allocations familiales.

Un écolier de 7 ans, une travailleuse de 35 ans, un prépensionné de 58 ans, on a tous et toutes besoin de la sécurité sociale!

Services	Avec Sécu	Sans Sécu
Visite chez le médecin	7,00 €	21,00 €
Visite chez le dentiste pour une carie	4,13 €	21,00 €
Accouchement sans complication	366,00 €	2487,00 €
Pacemaker	148,74 €	5088,74 €

34



La sécurité sociale, c'est un processus de SOLIDARITÉ entre: les personnes en bonne santé et les malades; les personnes actives et retraitées; les travailleurs et travailleuses avec et sans emploi; les familles avec et sans enfants...

Tout le monde se retrouve(ra) dans l'une ou l'autre catégorie!

Les allocations de chômage, les remboursements de la mutuelle ou les allocations familiales sont un droit! Nos grands-parents se sont battus pour obtenir ces droits, source de bien être pour tous et toutes. On ne sait jamais ce que la vie peut nous réserver: perte d'emploi, accident, maladie... Il ne s'agit donc nullement d'une charité que l'on nous accorde, mais bien d'un instrument de solidarité!

ENSEIGNEMENT ET FORMATION

La prochaine fois qu'un ou une 🧑🏻🧑🏼🧑🏽🧑🏾🧑🏿 te dira: «Si les jeunes ne trouvent pas de boulot, c'est parce que l'école ne les a pas correctement formés.» INTOX!

L'INFO, c'est plutôt...

Pour que les jeunes s'insèrent sur le marché de l'emploi, il faut leur laisser de la place!

Offre d'emploi en Wallonie: 1 job pour 25 sans emploi!
Ce n'est pas avec des mesures comme le pacte «anti-génération» que l'on va créer de l'emploi pour les jeunes!

Les entreprises doivent assumer leur part de formation!

Suivant les accords définis entre interlocuteurs sociaux, la part salariale des entreprises privées consacrée à la formation du personnel doit atteindre une moyenne nationale de 1,9 %. Elle était de 1,6 % en 2007. L'investissement moyen est donc inférieur à l'objectif national et à la moyenne européenne qui est de 2,3 %. Depuis l'élaboration du «Pacte de solidarité entre les générations» en 2005, il est même prévu des sanctions pour les entreprises qui ne réaliseraient pas assez d'efforts! Le patronat se plaint? Qu'il applique les accords et forme son personnel!

Il faut de véritables formations en alternance!

L'enseignement technique et professionnel connaît un manque constant d'enseignants et d'enseignantes qualifiées.¹¹ Mais on observe aussi une pénurie des lieux

35



de stage. Les spécialistes ne se bousculent pas aux portillons des écoles pour dispenser leur précieux savoir. Sans parler du manque de qualité de certains stages où les jeunes passent leur journée à balayer sans apprendre le métier auquel ils se destinent !

De quoi le patronat se plaint-il ?

Il y a une contradiction entre la soi-disant mauvaise formation des jeunes et les rapports internationaux qui placent les travailleurs et travailleuses belges dans le top cinq des plus productives au monde.

Le rôle de l'école, tel que défini dans la charte de l'enseignement officiel¹², n'est pas de produire des machines prêtes à l'emploi, mais bien des citoyens et citoyennes réfléchies, responsables, critiques et aptes à remettre en question la société dans laquelle ils et elles vivent et travaillent !

36



LES ACTIONNAIRES

La prochaine fois qu'un ou une 🧠🔪💀👁️ te dira : «J'investis de l'argent et je prends des risques; il est donc normal que je décide de tout et que ça me rapporte beaucoup.» INTOX!

L'INFO, c'est plutôt...

Sans notre travail, leur capital ne vaut pas un balle !

Le patronat crie sans cesse que ce sont ses investissements qui créent l'emploi et la richesse. Mais la vraie équation est celle-ci : c'est la classe laborieuse qui assure la production et les bénéfices des entreprises. Sans elle, plus de production, plus de bénéfices, plus d'argent !

Faut faire la différence entre gagner sa vie et ruiner celle des autres !

On prive les travailleurs et les travailleuses d'une part toujours plus importante des richesses issues de leur production : le rapport entre leur salaire et celui de certains membres du patronat est quelques fois de 1 à 300. Dans le même temps, les signataires du manifeste de la FEB «*Laissez-nous entreprendre*» attaquent l'indexation des salaires. En 2006-2007, six patrons de grands groupes belges ont vu leur salaire évoluer 2400 fois plus rapidement que le revenu minimal, on comprend que EUX puissent se passer d'indexation...

Les primes et autres bénéfices des actionnaires n'ont fait qu'augmenter durant la période 2000-2006. Pourtant, un rapport de l'ONU démontre que, dans de nombreux pays, le taux d'investissement des entreprises a baissé

37



durant cette même période. Les bénéfices engrangés grâce au labeur du personnel sont de moins en moins réinvestis. Dans le même temps, celui-ci doit faire face à des contrats de plus en plus précaires, une flexibilité accrue, des conditions de travail indécentes...

Aujourd'hui, de nombreuses entreprises, dépendantes des caprices de leurs actionnaires, exigent des rendements de l'ordre de 15 à 20 %. Si ces chiffres ne sont pas atteints, certains groupes (Nestlé¹³, InBev...) n'hésitent pas à fermer des sites pourtant bénéficiaires !

Pourquoi les actionnaires obtiennent-ils des rendements à deux chiffres alors que ce ne sont pas eux qui travaillent ?

Les actionnaires de Mittal-Arcelor exigeaient 15 % de rendement. Mittal a promis de le faire passer à 25 % pour 2010.¹⁴

La société InBev a engrangé, au cours de l'année 2009, 1,5 milliard d'euros de bénéfices, dont 785 millions ont été reversés aux actionnaires. Pour 2010, la direction promet 945 millions d'euros de dividendes à ces mêmes actionnaires.

Ces deux sociétés ont pourtant déclaré vouloir fermer plusieurs sites et licencier massivement leur personnel. Ce n'est qu'après des semaines de lutte que les sites d'InBev à Leuven et à Jupille ont été «sauvés», alors que leur productivité a explosé en 20 ans... Avec tout ce que cela implique sur les conditions de travail: heures supplémentaires, surcharge de travail...

Ces quelques exemples ne font que souligner une évidence: le seul intérêt du monde patronal et de ses actionnaires est de se remplir les poches; il faut donc imposer des règles à respecter pour assurer une redistribution équitable des richesses.

Les exigences des actionnaires en termes de bénéfices sont indécentes. Le patronat, qui accusent à tort la Belgique de le taxer jusqu'à plus soif alors qu'il bénéficie de nombreux cadeaux fiscaux, demande encore à l'État de faire supporter la crise aux revenus du travail.

38



39



ÉGALITÉ SALARIALE

La prochaine fois qu'un ou une 🧠🔪💀👶 te dira: «*Travail égal, salaire égal? Il ne faut pas rigoler: les hommes sont plus efficaces que les femmes dans les métiers lourds.*» ou «*Les femmes doivent choisir entre leur carrière professionnelle et leur ménage.*» **INTOX!**

L'INFO, c'est plutôt...

Ce n'est pas seulement à l'usine qu'il y a des métiers lourds!

Une puéricultrice travaille dès 7 heures du matin, en horaire coupé et flexible (dépendant aussi d'imprévus: on ne met pas un bébé à la rue à la fermeture), elle s'occupe de plusieurs enfants en bas âge pesant entre 5 et 14 kg qu'il faut soulever, changer, nourrir, éveiller, déshabiller, rhabiller, ... Ajoutons les problèmes liés aux maladies, au bruit, aux positions pénibles (à genoux lors des activités), à la surcharge de travail lors de l'absence d'une collègue... Vous avez dit «métier pénible»?

On peut nommer beaucoup d'autres secteurs où la pénibilité de l'emploi n'est pas souvent mise en lumière. Pourtant ce sont des secteurs avec un fort pourcentage de travailleuses... dont les salaires sont souvent peu élevés.

Quand sexisme rime avec fascisme

De tous temps, les formations fascistes ont manifesté la volonté d'écartier les femmes des carrières professionnelles, lieux de socialisation et d'émancipation. C'est donc un argument de base de l'extrême droite :

- le Front Nouveau de Belgique prône les valeurs familiales et le fait de perpétuer par elles «*notre société, notre culture et notre patrimoine...*»¹⁵;
- le Front National est contre l'allongement du congé de paternité¹⁶ puisque «*c'est la femme qui met au monde les enfants et qui les allaite*»;
- en France, c'est sous le maréchal Pétain qu'a été instaurée, en 1941, la «Fête des Mères»... au foyer!

Choisir entre carrière et famille, c'est réducteur!

Malheureusement, les infrastructures d'accueil pour les enfants et les personnes âgées n'étant pas suffisantes, une personne du couple doit souvent prendre un temps partiel. L'inégalité salariale entre hommes et femmes ne laisse pas le choix au couple, c'est souvent la femme qui sacrifie son temps de travail, et donc sa pension.

Les hommes et les femmes sont tous et toutes pénalisés par cette inégalité. En effet, de nos jours, si le travail reste un moyen d'émancipation pour la majorité, de plus en plus d'hommes désirent consacrer plus de temps à leur vie privée. Le système patriarcal capitaliste empêche autant l'émancipation des femmes que celle des hommes.

40



41



RÉDUCTION COLLECTIVE DU TEMPS DE TRAVAIL

La prochaine fois qu'un ou une 🧠🔪💀🧠 te dira:
«*La réduction collective du temps de travail,
c'est bien beau, mais c'est impossible! Et en
plus, qui va financer le maintien de salaire?»*»
INTOX!

L'INFO, c'est plutôt...

**On ne propose pas des mi-temps pour tout le
monde! Mais une avancée sociale collective!**

Réduction collective du temps de travail ne veut pas
dire emplois à temps partiel pour toutes et tous! Il s'agit
d'une réduction de l'horaire des temps pleins, sans perte
de salaire et avec embauche compensatoire.

La réduction collective du temps de travail fait partie
d'une nécessaire évolution sociale. C'est aussi une
forme de répartition équitable des richesses entre la
classe laborieuse, le patronat et l'actionnariat.

S'il y a un siècle, on s'était dit que la réduction du temps
de travail était impossible, on travaillerait encore 12
heures par jour et 7 jours sur 7...

Tout le monde y gagne! Le nombre d'emplois disponibles
augmente, entraînant la diminution du chômage. Il y a
donc moins de personnes qui touchent le chômage
et plus de travailleurs et travailleuses qui cotisent à la
sécurité sociale. Les sommes ainsi perçues peuvent
assurer le refinancement d'autres branches de la sécurité
sociale (soins de santé, pensions, etc.)

**En moyenne on travaille déjà moins que l'horaire
minimum... Mais c'est le patronat qui y gagne!**

En Belgique, on travaille actuellement en moyenne 31
heures/semaine. Cela s'explique notamment par la
part des contrats à temps partiel dans le calcul (1/4 des
contrats). Les temps partiels sont individualisés et souvent
imposés par le patronat. Qui dit temps partiel, dit salaire
partiel. En revanche, si le travail n'est pas fini et que le
patron ou la patronne vous demande de faire des heures
supp', il ou elle pourra encore les déduire fiscalement.
Toujours un bénéfice en plus pour le patronat!

**Passer tous et toutes à 32 heures / semaine
collectivement, c'est possible!**

La FGTB propose la réduction collective du temps
de travail sans perte de salaire et avec embauche
compensatoire.

- collective, cela signifie qu'elle concernera tout
le monde et qu'elle sera mise en œuvre dans un
objectif d'**intérêt général** (la fin du chômage) et
non aux services des **intérêts particuliers du
patronat**;
- sans perte de salaire, cela signifie que chaque
personne gagnera un salaire de temps plein actuel
(38 heures);
- avec embauche compensatoire, pour réduire
drastiquement le chômage. Pour cela, il est bien sûr
nécessaire de limiter plus sévèrement les heures
supp'.

42



43



Juste un petit calcul

Pour revenir au plein emploi :

Les chiffres pertinents (relatifs à l'année 2007) sont les suivants :

- nombre total d'heures travaillées en Belgique : 6459000000^a;
- population active occupée : 4538000^b;
- nombre total de chômeurs : 658590.^c

Voyons ensuite l'effet que cette mesure aura sur les heures de travail :

Nombre total d'heures travaillées
----- = 1 423,3 h/personne/an

Population active occupée

Si l'on ajoute les chômeurs, on obtient :

Nombre total d'heures travaillées
----- = 1 243 h/personne/an

Pop. active occupée + Chômeurs

Soit une diminution de 12,7 % du temps de travail par personne.

a) Source : Cabinet des Finances.

b) Source : Belgostat.

c) Moyenne pour l'année 2007 (Source : ONEm)

Si l'on applique ce taux à la semaine de 38 heures (maximum légal depuis 2003) : **cela représente un peu moins de 5 heures. Soit la semaine de 33 heures... On serait donc proche du but des 32 heures.**

Intéressant, non ?

La réduction collective du temps de travail laisse plus de temps pour se consacrer à d'autres activités. Ca veut dire plus de bien-être pour tous et toutes !



PENSIONS¹⁷

La prochaine fois qu'un ou une 🧑🏻/🧑🏼 te dira: «Avec le vieillissement de la population, il va falloir travailler plus longtemps pour payer les pensions. Sinon, il n'y aura plus assez d'actifs pour les financer ou alors, faut prendre une assurance pension.» INTOX!

L'INFO, c'est plutôt...

La production de richesses est de plus en plus importante, les pensions on peut les payer!

Les travailleurs et travailleuses produisent de plus en plus de richesse: le PIB¹⁸ en Belgique ne fait que grimper. Entre 1970 et 2007, la valeur du PIB a plus que doublé (+ 140 %) pour atteindre 286 milliards d'euros en 2007.¹⁹

Alors où est le problème? Encore une fois, la répartition des richesses entre ceux et celles qui les créent et ceux et celles qui en profitent!

Juste une petite démonstration

- Si chaque année l'augmentation de la richesse produite entraîne l'augmentation de la richesse créée dans un pays, il pourrait y avoir une augmentation des rémunérations de ceux qui la créent.
 - C'est alors sur cette augmentation de rémunération qu'une partie pourrait être consacrée à la protection sociale en général (via les cotisations sociales perçues pour la sécurité sociale).
 - Ainsi le problème des retraites et de l'assurance maladie seraient automatiquement résolu.
- CQFD (Ce Qu'il Fallait Démontrer).

Mais, on essaye de nous faire peur en prétendant que les pensions sont impayables. La solution préconisée par les capitalistes est d'imposer une pension par capitalisation. Capitalisation? C'est tout l'inverse de notre système de sécurité sociale. Les pensions légales fonctionnent en effet sur le principe de la répartition (solidarité et redistribution): les personnes actives payent pour les personnes retraitées d'aujourd'hui.

Les pensions privées fonctionnent par capitalisation: chaque travailleur ou travailleuse qui en a les moyens se constitue une assurance pension individuelle. Mais, pour faire fructifier cette épargne, les fonds de pension spéculent en bourse et investissent dans des entreprises en exigeant des rendements astronomiques, déconnectés de l'économie réelle. Résultat: les entreprises qui ne sont pas assez rentables à leurs yeux sont restructurées, délocalisées ou tout simplement fermées! Autre conséquence, cet argent placé en bourse alimente les bulles spéculatives qui nous ont mené, et nous mèneront encore, à la crise!

Assurance - pension privée? Trop risqué, on peut tout perdre en bourse! L'exemple nord-américain risque d'infecter notre système de répartition solidaire²⁰

Aux États-Unis, la pension légale a le rôle d'un mince filet de sécurité contre la misère totale. La quasi-totalité cotise donc auprès des fonds de pension privée. Soit dans des plans à "bénéfices garantis", où les travailleurs et travailleuses versent une cotisation à leur entreprise qui s'engage à leur verser une retraite d'un montant fixé à l'avance. Soit ils et elles décident de placer leur capital dans un fonds non garanti mais plus souple (actions et titres «toxiques», notamment).

46



47



Avec la crise, c'est tout le système de retraites par capitalisation qui vacille. En effet, que les bénéficiaires des pensions soient garantis ou non, si l'entreprise qui gère les fonds de pension fait faillite et/ou si le marché boursier s'effondre, ils auront tout perdu. Il suffit de se rappeler de l'exemple d'Enron en 2001, dont la faillite avait fait perdre la totalité de leur épargne-pension aux milliers d'employés d'Enron et... à des centaines de milliers de personnes qui avaient confié la gestion de leur épargne à Enron.

Devant le désastre créé par ces pensions-casino, pas de quoi s'étonner que près de 14 % des personnes de plus de 65 ans aux États-Unis choisissent de continuer à travailler pendant leur pension... Est-ce à ce «marche ou crève» que l'on veut nous mener en Belgique?

48



C'est un choix politique encore une fois!

Il ne faut pas être économiste pour se rendre compte qu'il y a une formidable concentration de richesses dans les mains d'un petit nombre de personnes. Le financement des pensions par répartition et une protection sociale de haut niveau sont possibles!

IMMIGRÉ-E-S

La prochaine fois qu'un ou une 🧠🔪💀👁️ te dira: «On a encore régularisé une flopée de demandeurs d'asile! Et pourquoi? Travailler au noir! Prendre le travail des Belges, ou pire encore, profiter du chômage! Ils sont bien planqués ceux-là, t'sais.» INTOX!

L'INFO, c'est plutôt...

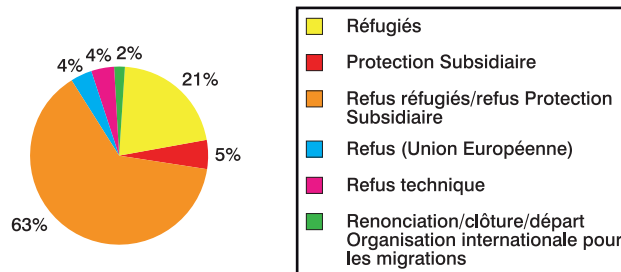
Pas tant de régularisations que cela!

Les flux migratoires sont bien plus importants entre pays du Sud qu'entre ceux-ci et le Nord. On est donc loin des idées reçues. De plus, depuis 10 ans, la Belgique a refusé 90 % des demandes d'asile introduites.²¹ La politique migratoire actuelle repose sur une sécurisation de l'espace public et une criminalisation de l'immigration. Cette logique de blocage des flux de personnes d'origine étrangère se base sur une méfiance, un soupçon à l'égard des autres.

49



Types de décisions



On ne quitte pas son pays, sa famille, ses proches pour devenir esclave, sans raison!

Les conditions de travail des travailleurs et travailleuses clandestins sont exécrables. Personne ne rêve de travailler au noir, 10 heures par jour à 3 euros/l'heure, de faire les boulots les plus durs et les moins bien payés dans des conditions d'insécurité et de précarité inimaginables. Pas plus qu'on ne rêve de se faire confisquer son passeport par des patrons et patronnes véreuses et d'être contraint à l'esclavagisme ou à la prostitution.

Ces hommes et ces femmes veulent tout simplement travailler dignement.

Mais sans permis de séjour, pas de permis de travail. Et sans permis de travail, pas de travail décent, pas de droits!

Les procédures de régularisation restent arbitraires et ponctuelles. Il faut réellement établir des critères clairs et permanents de régularisation, dont l'ancrage durable et le travail des sans-papier.

Les raisons économiques ne sont pas suffisamment prises en compte dans les procédures d'accès au statut de personne réfugiée. Pourtant, l'économie des pays dont sont issus ceux et celles qui demandent l'asile sont ravagées par les conséquences des politiques libérales mondiales. Les pays riches feraient mieux de nettoyer devant leur porte et d'assumer leurs responsabilités avant de s'en prendre aux travailleurs et travailleuses immigrées.

Travail au noir? Parlons-en... Ça ne profite qu'au monde patronal, c'est lui qu'il faudrait contrôler!

Le patronat a intérêt à entretenir ce coussin de main-

d'œuvre corvéable à merci. Il permet en effet d'entretenir une précarité généralisée dans certains secteurs et, ainsi, de contrer l'augmentation des salaires. L'existence de cette main d'œuvre ultra-précaire renforce aussi la concurrence entre toutes et tous et empêche donc la solidarité et l'émergence de luttes communes.

Veut-on vraiment lutter contre le travail au noir? On peut s'interroger sur la volonté politique de combattre ce fléau. C'est un véritable déni de la personne humaine et la preuve de la dangerosité du capitalisme.

«Ainsi, n'est-il pas interpellant qu'à Liège, l'inspection du travail compte 5 personnes tandis que le contrôle des chômeurs et chômeuses en compte 30?»²² On voit bien où sont les priorités actuelles.

Les demandeurs et demandeuses d'asile ne perçoivent pas de chômage! Les Nations Unies leur versent une allocation!

L'introduction d'une demande d'asile n'ouvre pas le droit à la perception d'une allocation de chômage.

La 1^{re} allocation sociale qui pourrait être perçue, est une aide financière équivalente au «revenu d'intégration sociale» (725,79 euros par mois). Cette aide est versée par le CPAS mais est remboursée à la Belgique par les Nations Unies. Notons enfin que la plupart des chômeurs et les chômeuses sont belges (81,68 %).

50



51



LA CRISE

**La prochaine fois qu'un ou une 🗡️👤🔪 te dira:
«C'est la crise, il faut que l'on fasse tous un effort pour s'en sortir!» INTOX!**

L'INFO, c'est plutôt...

Ce n'est pas la crise pour tout le monde!

On entend souvent que la population doit faire un effort alors que le grand patronat n'a jamais été aussi riche. Le magazine «Forbes» vient de diffuser la liste des milliardaires pour 2010: en un an, le nombre de milliardaires en dollars est passé de 793 à 1011. Leur patrimoine cumulé représente un total de 3600 milliards de dollars, soit une hausse de 50 % par rapport à l'an dernier...

Quelques exemples ?

Le patron de GDF Suez, Gérard Mestrallet, a perçu en 2009 une rémunération de 3,34 millions d'euros, soit 5,4 % de plus qu'en 2008.

Le PDG d' AB InBev a perçu 7,43 millions d'euros en 2009: soit près de 7,5 fois son salaire de 2008.

Pendant que les profits sont empochés par **les actionnaires et le monde patronal**, la réalité des travailleurs et travailleuses est de plus en plus difficile. Partout, la pauvreté augmente et l'accès aux droits fondamentaux (logement, santé, école...) se dégrade. Rien qu'en Belgique, les effets de la crise sur les ménages en 2009 progressent gravement: 4,1 % de la population majeure, soit 356611 personnes, étaient en défaut de paiement. Quatre personnes sur dix se sont endettées à cause d'un événement inattendu (chômage, maladie, divorce...).

Aujourd'hui, 15 % des Belges vivent sous le seuil de pauvreté (fixé à 878 euros par mois). Et pourtant le patronat et les actionnaires des grandes entreprises accumulant des bénéfices qui se comptent en millions d'euros, s'en sortent très bien.

La crise a bon dos!

C'est en son nom que le monde patronal justifie les licenciements et fermetures d'entreprises (Opel, InBev, Carrefour...). Certaines entreprises, pourtant bénéficiaires, licencient pour pouvoir plus facilement délocaliser dans des pays où les salaires et la fiscalité sont minimaux. Encore une fois, ce sont les actionnaires qui dictent la marche à suivre. Au nom d'un profit à optimiser sans fin, ils exigent toujours de nouvelles réductions de coûts de production et sabrent dans les salaires et les emplois.

Le capitalisme est un système qui mène à la crise. Ce n'est pas la faute des travailleurs et travailleuses!

Les politiques de dérégulation en matière de circulation des capitaux ne font qu'accentuer la spéculation et ne profitent qu'aux plus riches. Il est donc urgent de mettre en place une vraie politique de taxation du capital et de sa spéculation. Cette politique est indispensable si l'on veut que des moyens décents soient affectés à l'emploi, à la valorisation des salaires de base, à **la liaison des allocations sociales au bien-être**, c'est-à-dire à l'évolution des salaires et à la sécurité sociale.

52



53



Pour en savoir plus

Brochures CEPAG disponibles gratuitement

Téléchargeables sur www.cepag.be ou en téléphonant au :

Brochure «Justice fiscale = justice sociale»

☎ 02 506 83 96

Brochure «La mobilité : plus que jamais un défi syndical», 2009.

☎ 02 506 83 96

Brochure «Les pièges à l'emploi»

☎ 081 26 51 54

Brochures FGTB disponibles gratuitement

Téléchargeables sur www.fgtb.be ou en téléphonant au :

«Guide sur et pour l'égalité femmes / hommes»

☎ 02 506 83 62

Rapport d'orientations FGTB wallonne 2010 :

«Les solidarités : moteur de développement»

☎ 02 506 83 92

Les émissions Regards FGTB sur

www.fgtb-wallonne.be

Les derniers titres :

- «Le capitalisme nuit gravement à la santé» ;
- «Vers une économie verte» ;
- «L'économie sociale» ;
- «Les services publics indispensables».

Pour se spécialiser

... en lisant :

- Ouvrage collectif, *Reconquista! Premiers rebonds du Collectif le Ressort*, Éditions du Cerisier, 2009
- Michel Beaud, *Histoire du capitalisme*, Éditions du seuil, collections Points Economie, 1981
- Christian Arnsperger, *Critique de l'existence capitaliste*, Éditions du Cerf, 2005
- Cédric Durand, *Le capitalisme est-il indépassable ?*, Éditions Textuel, 2010
- Marco Van Hees, *Didier Reynders, l'homme qui parle à l'oreille des riches*, Éditions Aden, 2007
- Marco Van Hees, *Le Frankenstein fiscal du Dr Reynders*, Éditions Aden, 2008
- Marco Van Hees, *Banques qui pillent, banques qui pleurent*, Éditions Aden, 2010
- Karl Marx, *Le Capital*, Garnier Flammarion, 1969
- Tronchet, *Les damnés de la terre*, Éditions Albin Michel et Delcourt, 2000 à 2002
- Manu Larcenet, *Le combat ordinaire*, Dargaud, 2003 à 2008.
- Serge Halimi, *Le grand bond en arrière*, Éditions Fayard, 2004
- *Les manœuvres de l'écriture, Paroles de chômeurs, écrits d'inutilisés*, Éditions du Cerisier, 2010
- Thomas Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite ?*, Éditions Agone, 2008
- Ouvrage collectif, *Les nouveaux mots du pouvoir*, Éditions Aden, 2007
- Mateo Alaluf, *Changer la société sans prendre le pouvoir. Syndicalisme d'action directe et renardisme en Belgique*, Éditions Labor, 2005



- *Le plan B*, bimestriel disponible dans toutes les bonnes librairies.
- etc.

... en surfant :

- Acrimed : www.acrimed.org
- Actu Chômage : www.actuchomage.org
- Attac : wb.attac.be
- À voix autre : www.avoxautre.be
- Campagne de la PAC pour l'impôt : www.mercilimpot.be
- CEMAB : cemab.be
- CH'FAKIR : www.fakirpresse.info
- Climat & Justice Sociale : www.climatetjusticesociale.be
- Contre attaque : www.contre-attaque.be
- Dissidences : www.dissidences.net
- Éconosphères : www.econospheres.be
- Frère Albert : www.frerealbert.be
- Histoire du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme : www.pelloutier.net
- Indymedia : www.indymedia.org/fr
- Kokomag : kokomag.wordpress.com
- L'Aped : www.skolo.org
- La Décroissance : www.ladecroissance.net
- Le CADTM : www.cadtm.org
- Le collectif Le Ressort : ressort.domainepublic.net
- Le Grand Soir : www.legrandsoir.info
- Le journal indépendant et militant : www.lejim.info
- Le Monde Diplomatique : www.monde-diplomatique.fr
- Le site de Michel Husson : hussonet.free.fr

- Les auteurs Marxistes en langue française : www.marxists.org/francais/index.htm
- Rezo.net : www.rezo.net
- 6com, l'info socio-économique : www.6com.be
- Tranche de pastèque Vert dehors, Rouge dedans... : pasteque.agora.eu.org
- etc.

... en regardant :

- *Bread and roses*, de Ken Loach, 2000
- *Capitalism: A love story*, de Michael Moore, 2009
- *Combattre pour nos droits*, de Frans Buyens, 1962
- *Entre les murs*, de Laurent Cantet, 2008
- *Être et avoir*, de Nicolas Philibert, 2002
- *Hiver 60*, de Thierry Michel, 1982
- *It's a free world*, de Ken Loach, 2007
- *Le couperet*, de Costa-Gavras, 2005
- *Ressources humaines*, de Laurent Cantet, 2000
- *Les temps modernes*, de Charlie Chaplin, 1936
- *North country*, de Niki Caro, 2005
- *Nos enfants nous accuseront*, de Jean-Paul Jaud, 2008
- *Sicko*, de Michael Moore, 2007
- *The corporation*, de Jennifer Abbott et Mark Achbar, 2003
- *The Navigators*, de Ken Loach, 2002
- *The Yes Men*, de Chris Smith, Dan Ollman, Sarah Price, 2003
- *We feed the world*, de Erwin Wagenhofer, 2005
- *Welcome*, de Philippe Lioret, 2009
- etc.



... en écoutant :

- Là-bas si j'y suis : www.la-bas.org
- La chronique de Paul Herman sur La première
- Radio Panik : www.radiopanik.org
- etc.

58



Références

Le site de la Centrale Générale des Service Publics :
www.cgsp.be

Le site du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire
belge : www.infrabel.be

L'Office National de l'Emploi : www.onem.be

Publication du Centre d'Éducation Populaire André
Genot : www.cepag.be

Publication de la Fédération Générale du Travail de
Belgique : www.fgtb.be

Les orientations politiques de la FGTB wallonne : «Les
solidarités moteur de développement» :

www.fgtb-wallonne.be

Le site de la sécurité sociale : www.socialsecurity.be

Institut national d'assurance maladie-invalidité :

www.inami.be

Le site des « Métallurgistes Wallonie-Bruxelles » :

www.metallos.be

Le site de l'Union Belge des Ouvriers du Transport :

www.btb-abvv.be

Le site du Syndicat des employés, techniciens et cadres
de la FGTB : www.setca.org

Le site de la Centrale Générale : www.accg.be

Le site de la Centrale Alimentation Horeca Services
FGTB : www.horval.be

Le site de la Centrale du Textile, Vêtement, Diamant :
www.fgtbtvd.be

Le site des Jeunes FGTB : www.jeunes-fgtb.be

59

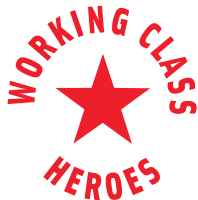




- 1] Lettre ouverte des professeurs du secondaire à la ministre de l'Enseignement, Dominique Simonet: «De la pédagogie à la démagogie budgétaire», Liège, le 13 septembre 2009.
- 2] Sur base des données publiées par l'administration générale des impôts en 2007.
- 3] On peut avoir le même raisonnement concernant l'inspection sociale.
- 4] «Non accelerating inflation rate of unemployment», soit, le taux de chômage n'accroissant pas l'inflation.
- 5] economie.fgov.be/fr/modules/presse/presse/statistiques/marche_du_travail_et_conditions_de_vie/la_crise_touche_aussi_les_femmes_et_les_personnes_hautement_qualifiees.jsp
- 6] Chiffres Rapport Monti.
- 7] www.taxedesmillionnaires.be
- 8] L'investissement dans les transports publics ne représente qu'un tiers des dépenses publiques consacrées au transport. Les deux autres tiers sont consacrés au transport routier.
- 9] Chiffres Belgostat.
- 10] Référence est ici faite aux arrêts Viking, Laval, Ruffert et Luxembourg de la Cour européenne de Justice. Pour mémoire, la Cour européenne de justice prend des décisions dont la valeur juridique est supérieure aux décisions nationales. Ce modèle est une véritable forme de «coup d'état», qui prive l'autorité publique nationale de sa capacité à régir les relations sociales, en équilibrant, dans sa propre législation, «droit du commerce» et «droit social».
- 11] Cf. «Fonctions touchées par la pénurie», www.enseignement.be
- 12] www.enseignement.be
- 13] «Enfin une mesure contre la démesure de la finance, le SLAM!», Frédéric Lordon in «Le Monde Diplomatique», février 2007.
- 14] www.archivesolidaire.org
- 15] Programme du Front Nouveau de Belgique, point 5, www.fnb.to
- 16] www.fn.be/famille
- 17] L'Office national des Pensions www.rvponp.fgov.be
- 18] Le **produit intérieur brut** (PIB) est un indicateur économique qui mesure le niveau de production d'un pays. Il est défini comme la valeur totale de la production interne de biens et services dans un pays donné au cours d'une année donnée.
- 19] www.plan.be/websites/tfdd_88/fr/r5f_4tablo_IDD085.html
- 20] www.cgt-ag2r.com

- 21] www.fedasil.be
www.cgra.be
www.papieren-papiers.be
 Article: «Le marché du travail clandestin» [www.ulb.ac.be/socio/tef/revues/TEF %203-5b.pdf](http://www.ulb.ac.be/socio/tef/revues/TEF%203-5b.pdf)
www.territoires-memoire.be
- 22] Reconquista! Premiers rebonds du collectif Le ressort.





62



Éditeur responsable: Thierry Bodson
rue Haute 42 – 1000 Bruxelles

Infographie: Ré.S.O.-J

Imprimeur: Van Ruys S.A.

Juin 2010

DÉTOX

